BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIES

Corrige

■ *Obligatoire* + spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE: 4 heures + 1 heure C

COEFFICIENT: 7+2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DECORRIGÉ

Sujet : Les politiques de soutien à la demande globale permettent-elles de lutter contre le chômage?

Programme officiel: Regards croisés

2. Travail, employ, chômage

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.2 Quelles politiques pour l'emploi?	Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, salariat, précarité, pauvreté.	Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage. On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi. Acquis de première : chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.

Attentes essentielles:

Notions	Taux de chômage, demande anticipée, chômage, demande globale.
Mécanismes	- Les politiques de soutien à la demande favorisent la croissance économique et permettent de lutter contre le chômage dans une perspective keynésienne. - Ces politiques sont diverses : mesures en faveur des ménages, des entreprises, politique de relance des États. - Les politiques de soutien à la demande présentent des limites. Et / ou - Le chômage est un phénomène multiforme,
Savoir-faire	- Lecture et interprétation d'une série chronologique. - Lecture et interprétation d'un tableau double entrée. - Lecture et interprétation de données en pourcentage. - Calculs (même simples pour effectuer des comparaisons.)

Exploitation possible des documents:

Document1	- Le document met en avant les principales composantes de la demande globale : consommation des ménages, investissement des entreprises, dépenses de l'État, demande extérieure. Corrélation positive à établir entre le niveau de la demande globale et le niveau de la croissance économique. Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique (consommation et investissement). Ex : Quand la consommation augmente, effet positif sur la croissance.
Document2	Le document présente les évolutions de la croissance économique et du taux de chômage. On remarque la présence de nombreuses périodes où les deux évolutions sont corrélées de manière positive (ex. 1997-2001, 2008-2009). Et /ou Parfois le chômage se maintient à un niveau élevé malgré une croissance économique soutenue (ex. 2003-2006).
Document3	- Les politiques actives sont diverses et permettent de lutter contre le chômage. - Les soutiens aux revenus ont un effet positif sur le niveau de la demande globale, via la consommation, et permettent de ne pas aggraver la crise. - Le document peut aussi être utilisé comme une justification à d'autres politiques de l'emploi.
Document4	- Ce document montre un effet de la baisse du coût du travail - Ex : l'emploi non-qualifié en France et les mesures d'allègement de cotisations patronales. - On constate que ces mesures d'allègements accompagnent d'une augmentation du nombre d'emplois non-qualifiés. - Des mesures d'allègement du coût du travail peuvent donc être nécessaires pour lutter contre certaines formes de chômage.

Problématique possible:

Les politiques de soutien à la demande permettent-elles toujours de diminuer le taux de chômage ? Sont-elles adaptées à toutes les formes de chômage ?

La reformulation de la problématique n'est pas attendue sur ce sujet.

Proposition de plan détaillé:

I) Les politiques de soutien à la demande sont efficaces pour lutter contre le chômage.	II) Les politiques de soutien à la demande sont parfois inadaptées.
A) Le chômage peut s'expliquer par une insuffisance de la demande.	A) Les politiques de soutien à la demande sont inadaptées pour lutter contre un
• Le rôle de la demande anticipée chez Keynes : les anticipations négatives des entreprises en attendant de déboucher les incitent à réduire leur production et à reporter leurs investissements ce qui joue négativement et sur l'emploi. • La faiblesse de la consommation et de l'investissement se traduisent par une augmentation des taux de chômage (document 1 et 2).	• Sur certaines périodes, la corrélation négative entre croissance et chômage ne semble pas avérée (document 2). • Si le chômage est dû à un coût du travail trop élevé ou à des rigidités sur le marché du travail (chômage classique), les dépenses de soutien à la demande ne se traduisent pas forcément par des créations d'emploi. • <u>D'autres politiques permettent de lutter contre ce type</u>
B) Des politiques de relance de la demande permettent de stimuler la croissance économique et de réduire le chômage.	B) Des politiques qui n'ont pas d'effet sur la dimension structurelle du chômage.
• Des politiques de relance visent à stimuler la consommation et l'investissement. Des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises peuvent par exemple être mises en œuvre. • Ces mesures sont favorables à la croissance économique. • La croissance économique permet la réduction du chômage en agissant sur cette composante « keynésienne » (document 2).	• Le chômage structurel est lié à des difficultés d'ajustement du marché du travail. Il peut être dû à une inadéquation entre recherches par les entreprises et les qualifications des travailleurs. Les politiques de soutien à la demande globale sont alors inefficaces pour lutter contre cette composante structurelle du chômage. • Des politiques actives diverses permettent de lutter contre ce type de chômage, par exemple, des politiques de formation (document 3).

ÉPREUVE COMPOSÉE PROPOSITION
DECORRIGÉ

Première partie: **Mobilisation des connaissances**

Question 1: Quelles sont les caractéristiques de la stratification sociale selon Max Weber? (3 points)

Thème du programme: Sociologie

1. Classes, stratification et mobilités sociales.

1.1. Comment analyser la structure sociale?

Réponse possible: 1 point par ordre avec une explication (0,5 si l'ordre est cité sans explication)

Max Weber propose une analyse multidimensionnelle de la stratification sociale. On peut classer les individus dans différents ordres hiérarchiques.

L'ordre économique permet de regrouper les individus au sein de classes sociales qui rassemblent ceux qui partagent une même situation économique (revenu, patrimoine, accès aux biens).

L'ordre social permet de rassembler les individus qui partagent un même prestige au sein de groupes de statut.

Enfin, **l'ordre politique** réunit les individus qui disposent d'un même niveau de pouvoir dans des partis.

Question 2 : Présentez deux éléments permettant de différencier les logiques d'assurance et d'assistance en matière de protection sociale. (3 points)

Thème du

programme: Regards croisés

1. Justice sociale et inégalités.

1.1. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale?

Réponse possible:

On peut distinguer les logiques d'assistance et d'assurance à partir des éléments suivants:

1,5 point pour chaque élément expliqué (2 au choix) :

- Les bénéficiaires potentiels;
- Les conditions d'obtention des prestations;
- Le mode de financement;
- La nature et les caractéristiques

des prestations. **Un exemple de réponse:**

La protection sociale repose sur deux logiques différentes : une logique d'assurance et une logique d'assistance.

les travailleurs ayant cotisé préalablement sont protégés lors de la réalisation de risques sociaux qui entraînent une perte de revenu (maladie, chômage, famille, vieillesse). La logique d'assistance fonctionne différemment : elle garantit à ceux qui en ont besoin le droit à disposer d'un minimum de ressources. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir auparavant cotisé mais il faut remplir certaines conditions de ressources (faible niveau de ressources).

- **Les conditions d'obtention des prestations** : Dans le cadre d'une logique d'assurance, les travailleurs confrontés à la réalisation d'un risque social touchent alors des prestations sociales contributives et financées par les cotisations versées. Au contraire dans la logique d'assistance, les prestations versées sont non-contributives, on parle de minima sociaux. Elles sont financées par l'impôt.

- **Le mode de Financement** : Dans le cadre d'une logique d'assurance sont financées par les cotisations versées. Dans la logique d'assistance, les prestations versées sont financées par l'impôt.

[Le candidat a le libre choix des deux éléments à traiter]

Deuxième partie (4 points) : **Étude d'un document**

Vous présenterez le document puis montrerez les déterminants de la négociation dans les entreprises.

Réponse possible:

Présentation du document 1 point	Le document est un tableau intitulé « Négociations engagées dans les entreprises en 2015 selon la taille de l'entreprise, la présence d'un délégué syndical et le secteur d'activité ». Publié par la DARE en octobre 2017, il présente la part, en %, des entreprises et des salariés concernés par au moins une négociation et le taux d'abandon de ces négociations. Il porte uniquement sur les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.
Collecte et traitement de l'information 1 point par déterminant accompagné d'une donnée chiffrée.	La tenue de négociations dans les entreprises est déterminée par: - La taille des entreprises : plus les entreprises sont grandes et plus la négociation est fréquente. Pour les entreprises de 500 salariés ou plus cette part s'élève à 93,1%. - Le secteur d'activité : l'industrie est le secteur qui négocie le plus. 23,1% des entreprises du secteur ont négocié au moins une fois en 2015. - La présence d'un délégué syndical : 86% des entreprises ayant un délégué syndical ont négocié au moins une fois en 2015 ce qui a concerné la quasi-totalité des salariés de ces entreprises.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire(10points)**

Sujet: À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment le facteur travail contribue à la croissance économique.

Programme officiel: Science économique
1. Croissance, fluctuations et crises

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique?	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une représentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété. Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.

Attentes essentielles:

Notions	- PIB, productivité globale des facteurs, facteur travail, progrès technique.
Mécanismes	- Le travail contribue à la croissance par le biais de l'augmentation de la quantité de travail - Le travail contribue à la croissance par le biais de l'amélioration de sa « qualité », de sa productivité. - L'accumulation de capital humain est favorable à la croissance économique.
Savoir-faire	- Représentation graphique. - Lecture de taux de variation. - Lecture des contributions des facteurs de production à la croissance.

Exploitation possible des documents:

Document1	- Mettre en évidence le rôle du capital humain dans la croissance économique : l'augmentation du niveau de qualification et de compétence améliore la qualité du travail et le rend plus efficace.
Document2	- Faire apparaître la contribution du facteur travail à la croissance économique. - Distinguer les modes de croissance selon les pays (Nouvelle Zélande ou Royaume-Uni face à la France)
Document3	- Faire apparaître une corrélation positive entre l'évolution de la productivité du travail et l'évolution du PIB.

Raisonnement possible:

- Le facteur travail contribue à la croissance, car l'augmentation de la quantité de facteurs de production mobilisés permet d'augmenter les quantités produites. Cette relation apparaît dans la fonction de production qui met en relation la quantité de facteur de production utilisée et la quantité maximale qu'elle permet de produire. L'augmentation de la quantité de travail peut provenir d'une augmentation de la population et du taux d'emploi ou du nombre d'heures travaillées. Dans le document 2 on constate par exemple que le facteur travail contribue à la quasi-totalité de la croissance économique au Royaume-Uni en 2016 : sur une croissance annuelle de 2%, 1,9 point est attribuable à l'accumulation du facteur travail.

Le facteur travail peut également contribuer à la croissance par l'augmentation de son efficacité. La productivité de travail mesure l'efficacité du facteur travail. Le document 3 fait bien apparaître une corrélation positive entre la croissance du PIB et celle de la productivité du travail.

Cette productivité n'est qu'apparente car le travail doit être combiné avec le capital pour produire. Son efficacité dépend donc de la manière dont il est combiné au facteur capital (document 1). L'augmentation de l'intensité capitaliste permet d'ailleurs d'augmenter l'efficacité du facteur travail. L'augmentation de la PGF, qui est une mesure du progrès technique est donc source de croissance économique (document 2).

L'amélioration de l'efficacité du facteur travail peut être analysée en termes de capital humain, c'est-à-dire l'ensemble des savoirs, savoir-faire et, au-delà, toutes les dispositions du travailleur qui lui donnent une certaine efficacité dans la production. En accumulant du capital humain, une économie augmente la capacité de ses travailleurs à créer une valeur ajoutée plus élevée et à innover. En retour la croissance économique

génère de nouvelles ressources qui favorisent l'accumulation du capital humain (document 1). Elle est donc à l'origine d'une croissance.

[Tous les éléments présentés ne sont pas attendus du candidat]

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et

politiques PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJETA

Sujet : Montrez que diverses organisations contribuent au fonctionnement de la démocratie.

Programme officiel:

Thème:

1. Le système politique démocratique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.3 Quelle est la contribution des organisations politiques au fonctionnement de la démocratie ?	Mobilisation électorale, société civile organisée, groupe d'intérêt.	On étudiera la contribution des partis politiques à la mobilisation des électeurs et à la politisation de ces derniers. On évoquera, à partir d'exemples historiques ou comparés, la contribution d'autres organisations (syndicats, associations, groupes d'intérêt) au fonctionnement des démocraties actuelles (coopération, contestation et influence).

Attentes essentielles:

Notions	Organisations politiques, société civile organisée, groupe d'intérêt.
Mécanismes	- Présentez la contribution des partis politiques au fonctionnement de la démocratie. - Présentez la contribution de la société civile organisée au fonctionnement de la démocratie.
Savoir-faire	- Lecture et interprétation d'un texte. - Lecture et interprétation d'un schéma.

Exploitation possible des documents:

Document 1	- Texte reprenant les grandes fonctions des partis politiques dans le cadre du fonctionnement de la démocratie : fonction de politisation de l'opinion politique ; fonction de sélection des candidats. - On mettra également en avant le rôle des partis politiques pour l'expression de l'opposition.
Document 2	- Ces documents intéressent les actions de lobbying (influence) que peut mener la société civile organisée. - On y voit les organisations (associations, syndicats, groupes d'intérêt) influencer la vie politique.

Réponse possible:

- Les partis politiques jouent un rôle important...

- Les partis politiques permettent le fonctionnement de la démocratie : ils ont évidemment comme premier objectif la conquête du pouvoir politique ; ils exercent cette fonction électorale ; Ils sélectionnent les candidats et le personnel politique ; ils élaborent des programmes basés sur des idées politiques ce qui permet de contribuer à la formation de l'opinion publique et à la structuration du vote, fonction reconnue dans la constitution : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage » (document 1).
- Les partis politiques assurent également la légitimité de la démocratie : les partis d'opposition proposent une alternative aux mesures mises en œuvre et peuvent assurer une fonction tribunitienne afin de donner la parole à ceux qui sont exclus du jeu de la représentation (document 1).

- ... Mais d'autres organisations politiques concourent également au fonctionnement de la démocratie.

- La société civile organisée participe au contrôle politique des gouvernants par le biais de trois grandes stratégies : la contestation (en ne collaborant pas avec le pouvoir politique mais en s'y opposant afin qu'on prenne en compte leurs revendications), l'influence (en entretenant des liens d'interconnaissance avec le personnel politique et en recourant au lobbying - document 2) et la coopération (en participant à la mise en œuvre des politiques publiques).
- Plusieurs organisations peuvent mettre en place ces stratégies : les associations, les syndicats et les groupes d'intérêt (document 2).

N DE CORRIGÉ SUJET B

Sujet : Le vote sur enjeu suffit-il à expliquer le comportement électoral ?

Programme officiel :

Thème :

2. La participation politique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.3 Comment expliquer le comportement électoral ?	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.	On analysera l'évolution des taux d'inscriptions sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe...). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques pratiques et opinions.

Attentes essentielles:

Notions	Vote sur enjeu, variables lourdes du comportement électoral.
Mécanismes	- La notion de vote sur enjeu sera expliquée. - Le maintien du poids de certaines variables lourdes sur l'orientation électorale permet de nuancer l'importance du vote sur enjeu. - Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe, etc...).
Savoir-faire	Lecture de proportion en %.

Exploitation possible des documents:

Document 1	- L'importance du vote sur enjeu peut être nuancée par le poids de certaines variables lourdes qui restent explicatives du vote.
Document 2	- Le document met en évidence que certains enjeux ont pu exercer une influence sur le choix du vote des électeurs durant la campagne présidentielle de 2017. Les principaux enjeux cités par les électeurs pour le second tour sont : l'Europe, l'emploi et la lutte contre le chômage, l'immigration et la lutte contre le terrorisme.

Réponse possible:

Les variables lourdes traditionnellement explicatives du vote perdraient de leur poids au profit d'un vote davantage orienté par les enjeux du moment. Peut-on aujourd'hui considérer que les choix des électeurs s'effectuent sur les enjeux qui leur semblent centraux et la position des différents candidats sur ces enjeux, indépendamment des caractéristiques socio-économiques des électeurs?

1) Il semble qu'on assiste au développement du vote surenjeu.

- Des électeurs plus rationnels et plus « libres » selon certains analystes se montrent plus sensibles aux propositions des différents candidats face aux enjeux perçus comme prioritaires, d'où un vote plus volatile. Ainsi, au second tour des élections présidentielles de 2017, les électeurs interrogés citent le chômage, l'Europe, l'emploi, l'immigration, l'insécurité et la lutte contre le terrorisme comme principaux enjeux de l'élection (document 2). La priorisation d'un enjeu par rapport à un autre peut avoir un effet sur le choix d'un candidat par l'électeur et expliquer l'instabilité du vote.

- Le positionnement des électeurs selon des enjeux considérés comme centraux expliquerait une instabilité des choix électoraux d'une élection à l'autre.

2) Cependant l'image d'un électeur rationnel et sélect déterminant uniquement en fonction des enjeux du moment doit être nuancée en soulignant que les variables lourdes continuent d'avoir une influence sur le vote.

- La détermination des enjeux importants et la lecture des propositions des différents candidats sur ces enjeux ne sont pas déconnectées des caractéristiques de l'électeur.

- L'origine sociale et la religion continuent à expliquer le vote. Certes, le vote de classe semble plus difficile à identifier, mais on constate qu'aux dernières élections présidentielles, les intentions de vote des employés et des ouvriers se portaient en premier lieu sur Marine Le Pen, puis sur Jean-Luc Mélenchon alors qu'Emmanuel Macron et François Fillon récoltaient les plus fortes intentions de vote chez les cadres et les professions intermédiaires. Surtout, si l'effet de l'origine sociale sur le vote semble moins lisible, la religion reste un facteur explicatif du vote. Ainsi, on constate que plus la pratique religieuse est forte, plus le vote à droite est marqué (document 1).

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJETA

Sujet : Montrez comment l'aléa moral est pris en compte dans la gestion des systèmes de santé.

Programme officiel:

Thème : 1. Économie et démographie

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale?	Répartition/capitalisation, taux de remplacement, ratio de dépendance, incitations pécuniaires, aléa moral, sélection adverse.	On s'appuiera sur les exemples des retraites et de la santé en privilégiant le cas de la France. On exposera les principes de base des deux grands types de régimes de retraite (répartition et capitalisation). On s'interrogera sur les choix possibles en matière de ressources de ces régimes, de taux de remplacement, de durée de cotisation. On montrera comment la gestion des systèmes de santé est confrontée à la question de l'articulation entre une régulation marchande et une régulation administrée: dans les deux cas se posent des problèmes d'incitation et d'asymétrie d'information (tarification à l'acte ou budget global, liberté d'installation et équité dans l'offre de soin, ticket modérateur, etc.). Acquis de première: prélèvements obligatoires, production marchande et non marchande, asymétries d'information, revenus de transfert, solidarité, État-providence.

Attentes essentielles:

Notions	Aléa moral, asymétries d'information.
Mécanismes	- Les asymétries d'information sont à l'origine de comportements opportunistes du côté de l'offre ou de la demande de soin. - Ces comportements entraînent un accroissement des dépenses de santé.
Savoir-faire	Lecture de tableau à double entrée.

Exploitation possible des documents:

Document1	Le document permet de faire apparaître les effets de l'aléa moral sur la régulation des systèmes de santé. Du côté de la demande de l'offre de soin, les comportements sont modifiés : la consommation ou la prescription médicale augmentent. Dans les deux cas les dépenses de santé augmentent et mettent en péril l'équilibre financier du système de santé.
Document2	Les ménages subissent un reste à charge : une partie de leurs dépenses de soins et de biens médicaux n'est pas remboursée par la sécurité sociale et les compléments de santé. Ils agissent d'un ticket modérateur appliqué aux médicaments et autres frais médicaux, instauré pour responsabiliser le demandeur de soins et le pousser à modérer sa consommation.

Réponse possible:

Dans une situation d'asymétrie d'information, un agent économique peut tirer profit de l'information qu'il est le seul à détenir et adopter un comportement opportuniste : on parle d'aléa moral. Dans le cadre des systèmes de santé cet aléa moral peut s'exprimer du côté des demandeurs de soins (les patients) ou du côté des offreurs de soins (médecins) vis-à-vis de l'assurance maladie ou des assurances privées.

Du côté des demandeurs de soins, les individus, se sachant assurés et donc remboursés, sont incités à augmenter leur consommation médicale. L'assurance maladie, publique ou privée ne peut pas juger de la pertinence de ces soins et fait face automatiquement à une augmentation des dépenses de santé.

Du côté des offreurs de soins, les médecins sont seuls à connaître les réels besoins de leurs patients. De plus, ils savent que ces derniers seront remboursés de leurs frais. Ils peuvent donc être amenés à multiplier les consultations, examens ou prescriptions du fait de leur mode de rémunération (à l'acte, à la consultation) et pour satisfaire la demande du patient qui est libre de choisir et de changer de praticien. L'assureur n'est pas alors en mesure de contrôler et de juger de la pertinence des dépenses et peut se trouver confronté à un problème de financement.

Cependant, des mesures peuvent être mises en place pour faciliter la régulation des systèmes de santé. Ces incitations ont pour objectif de modifier le comportement des agents et de diminuer les dépenses de santé. Le ticket modérateur a ainsi été institué pour responsabiliser le patient et l'inciter à réduire sa consommation médicale en lui faisant prendre en charge une partie de ses dépenses (document 2).

ON DE CORRIGÉS SUJET B

Sujet: Comment la globalisation a-t-

elle modifié le financement de l'économie? Programme officiel:

Thème:

3.

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
3.1. Qu'est-ce que la globalisation financière?	Actifs financiers, devises, intermédiation financière.	On présentera les principaux marchés financiers (marchés des changes et marchés des capitaux) et le rôle économique de chacun d'entre eux. On identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). On insistera sur l'interdépendance des différents marchés et sur l'importance de l'information pour leur fonctionnement. On analysera le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux depuis les années 1990 et conduit à la constitution d'un marché mondial des capitaux. Acquis de première: financement direct/indirect, taux d'intérêt.

Attentes essentielles:

Notions	Intermédiation financière, financement direct/indirect.
Mécanismes	- La globalisation financière a facilité et répandu l'accès aux marchés financiers. - La globalisation a entraîné à un phénomène de désintermédiation et l'apparition de nombreuses innovations
Savoir-faire	Lecture de graphique. Mesure

Exploitation possible des documents:

Document 1	Présente le passage d'une économie d'endettement à une économie de marchés financiers. Montre les effets de cette mutation: accès à un large marché, multiplication des innovations financières.
Document 2	Montre les effets de la globalisation financière. La part du capital des entreprises du CAC40 détenue par des agents non-résidents

	aaugmenté:36%en1999,42,7%en2017.

Réponse possible:

La globalisation financière désigne le processus d'émergence d'un vaste marché mondialisé des capitaux. Ce phénomène de globalisation est le fruit d'une volonté de décloisonner, de déréguler les marchés financiers et d'amorcer un phénomène de désintermédiation. Cette globalisation a modifié la structure du financement de l'économie.

On assiste tout d'abord à un phénomène de désintermédiation. Le crédit bancaire, qui constituait le principal mode de financement des agents économiques à besoin de financement dans des économies dites d'endettement, recule au profit d'un financement externe direct sur les marchés financiers. Les banques s'adaptent en modifiant leurs activités, elles deviennent des acteurs des marchés financiers (document 1).

Le décloisonnement des marchés, accessibles à tous les agents, à l'échelle mondiale et la déréglementation permettent d'élargir les possibilités de financement des agents économiques. Les entreprises mais aussi les États, peuvent émettre des titres financiers qui sont achetés par des agents économiques non-résidents (document 2). Les échanges financiers se mondialisent et s'intensifient. Un vaste système financier mondial décloisonné où les capitaux sont libres de circuler sans entraves entre les différentes places et les différents agents se forme.

La globalisation financière est accompagnée de nombreuses innovations financières visant à réduire ou à mutualiser les risques. Elles augmentent le nombre d'actifs financiers en circulation. Elles facilitent le financement de l'économie mais elles favorisent aussi la spéculation.